

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 2899

[S — C — 2007/29098]

## 25 MAI 2007. — Décret portant diverses mesures relatives aux Hautes Ecoles (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 34 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, remplacé par le décret du 30 juin 2006, est complété par l'alinéa suivant.

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, les étudiants qui sont titulaires du titre d'infirmier(ère) breveté(e) peuvent également bénéficier de réductions ou de dispenses de certaines parties du programme des études menant au grade de bachelier en soins infirmiers. »

**Art. 2.** Un article 71bis, rédigé comme suit, est inséré dans le Chapitre III du titre IV du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles :

« Art. 71bis. § 1<sup>er</sup>. En cas de fusion entre Hautes Ecoles, la proposition de fusion, visée à l'article 62, § 1<sup>er</sup>, peut prévoir qu'un ou plusieurs directeurs-présidents des Hautes Ecoles fusionnées achèveront leur mandat au sein de la Haute Ecole issue de la fusion. A défaut, il est procédé à une désignation conformément, selon le cas, à l'article 67, alinéa 2, ou à l'article 70, alinéa 2.

Dans le cas où plusieurs directeurs-présidents conservent ainsi leur mandat, la proposition de fusion prévoit également les modalités de l'exercice de ces mandats, étant entendu que l'ensemble des prérogatives des directeurs-présidents prévues par les dispositions décrétales et réglementaires ne peut être exercé simultanément par plusieurs mandataires. La proposition de fusion peut toutefois prévoir la participation de ces mandataires au conseil d'administration, à l'organe de gestion ou au collège de direction. »

**Art. 3.** Un article 71ter, rédigé comme suit, est inséré dans le Chapitre III du Titre IV du même décret :

« Art. 71ter. § 1<sup>er</sup>. En cas de fusion entre Hautes Ecoles, le directeur d'une catégorie d'une Haute Ecole fusionnée poursuit son mandat dans la Haute Ecole issue de la fusion lorsque aucune des autres Hautes Ecoles fusionnées ne comporte cette catégorie.

Lorsqu'une même catégorie est présente dans plusieurs Hautes Ecoles fusionnées, la proposition de fusion, visée à l'article 62, § 1<sup>er</sup>, peut prévoir qu'un ou plusieurs directeurs de cette catégorie achèveront leur mandat au sein de la Haute Ecole issue de la fusion. Dans le cas où plusieurs directeurs de catégorie conservent ainsi leur mandat, la proposition de fusion prévoit également les modalités de l'exercice de ces mandats, étant entendu que l'ensemble des prérogatives des directeurs de catégorie prévues par les dispositions décrétales et réglementaires ne peut être exercée simultanément par plusieurs mandataires au sein de la même catégorie. La proposition de fusion peut toutefois prévoir la participation de ces mandataires au conseil d'administration, à l'organe de gestion ou au collège de direction. Elle peut également prévoir, pour une durée de 5 ans maximum, une pondération des voix au Collège de direction.

Par dérogation à l'alinéa 2, lorsqu'au sein d'une même catégorie de la Haute Ecole issue de la fusion, il est prévu soit que l'enseignement est dispensé sur deux implantations distinctes de plus de cinq kilomètres, soit qu'il est organisé un enseignement supérieur de type long et un enseignement supérieur de type court, dispensé sur deux implantations distinctes, et qu'en outre la proposition de fusion prévoit que l'enseignement dispensé dans chacune de ces deux implantations, constituera, dans la Haute Ecole fusionnée, deux départements distincts au sein de la même catégorie, ladite proposition de fusion peut également prévoir que deux directeurs dirigeant, dans une des Hautes Ecoles fusionnées, la catégorie concernée, exerceront, chacun à l'égard d'un des deux départements, les prérogatives de directeur de catégorie dans la Haute Ecole issue de la fusion, jusqu'au terme de leur mandat en cours.

§ 2. En cas de transfert de la catégorie d'une Haute Ecole vers une autre Haute Ecole, le directeur de la catégorie transférée poursuit son mandat dans la Haute Ecole cessionnaire si celle-ci ne comportait pas cette catégorie avant le transfert. Lorsque la même catégorie que la catégorie transférée était présente dans la Haute Ecole avant le transfert, la proposition de transfert, visée à l'article 62, § 1<sup>er</sup>, peut prévoir que le directeur de la catégorie transférée achèvera son mandat au sein de la Haute Ecole cessionnaire.

Dans ce cas, si un directeur exerçait un mandat dans cette catégorie au sein de la Haute Ecole cessionnaire au moment du transfert, la proposition de transfert prévoit également les modalités de l'exercice de ces mandats, étant entendu que l'ensemble des prérogatives des directeurs de catégorie prévues par les dispositions décrétales et réglementaires ne peut être exercée simultanément par plusieurs mandataires au sein de la même catégorie. La proposition de transfert peut toutefois prévoir la participation de ces mandataires au conseil d'administration, à l'organe de gestion ou au collège de direction.

Par dérogation à l'alinéa 2, lorsqu'au sein de la catégorie de la Haute Ecole cessionnaire qui a fait l'objet d'un transfert, il est prévu soit que l'enseignement est dispensé sur deux implantations distinctes de plus de cinq kilomètres, soit qu'il est organisé un enseignement supérieur de type long et un enseignement supérieur de type court dispensé sur deux implantations distinctes, et qu'en outre la proposition de transfert prévoit que l'enseignement dispensé dans chacune de ces deux implantations constituera dans la Haute Ecole cessionnaire, deux départements distincts au sein de la même catégorie, ladite proposition de fusion peut également prévoir que les deux directeurs dirigeant, dans la Haute Ecole cédante et dans la Haute Ecole cessionnaire, la catégorie concernée, exerceront, chacun à l'égard d'un des deux départements, les prérogatives des directeurs de catégorie dans la Haute Ecole cessionnaire jusqu'au terme de leur mandat en cours. »

**Art. 4.** L'article 100 du même décret, modifié par le décret du 30 juin 2006, est complété comme suit :

« En cas de fusion entre Hautes Ecoles ou de transfert de la catégorie d'une Haute Ecole vers une autre Haute Ecole, le directeur de catégorie nommé conformément à l'alinéa précédent est maintenu en fonction, selon le cas, dans la Haute Ecole issue de la fusion ou dans la Haute Ecole cessionnaire. L'article 71ter lui est toutefois applicable. Pour l'application de cette disposition, il est considéré comme exerçant un mandat. »

**Art. 5.** Les membres du personnel visés à l'article 1<sup>er</sup>bis, § 1<sup>er</sup>, du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, en fonction dans des Hautes Ecoles qui font l'objet d'une fusion, sont maintenus dans leur emploi dans la Haute Ecole issue de la fusion, sans modification de leur situation statutaire du fait de la fusion.

**Art. 6.** L'article 15, 3°, du même décret, est abrogé.

**Art. 7.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 1<sup>er</sup> qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre 2006.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 mai 2007.

La Ministre-Présidente, chargée de l'Enregistrement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifiques  
et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,  
M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,  
C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

---

Notes

(1) *Session 2006-2007* :

*Documents du Conseil*. — Projet de décret, n° 397-1. — Rapport, n° 397-2.

*Compte-rendu intégral*. — Discussion et adoption. Séance du mardi 22 mai 2007.

---

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 2899

[C — 2007/29098]

25 MEI 2007. — Decreet houdende diverse maatregelen inzake Hogescholen (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Artikel 34 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, vervangen bij het decreet van 30 juni 2006, wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van het eerste lid, 1°, kunnen de studenten die houder zijn van het bekwaamheidsbewijs van gebrevetteerd verpleger(-ster) ook verkortingen of vrijstellingen van sommige delen van het studieprogramma genieten, dat leidt tot de graad van bachelor in verpleegkundige zorgverlening. »

**Art. 2.** Er wordt een artikel 71bis, luidend als volgt, ingevoegd in Hoofdstuk III van Titel IV van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen :

« Art. 71bis. § 1. In geval van samenvoeging van Hogescholen, kan in het voorstel tot samenvoeging, bedoeld bij artikel 62, § 1, bepaald worden dat één of meer Directeur-Voorzitters van de samengevoegde Hogescholen hun mandaat zullen voleindigen binnen de Hogeschool voortkomend uit de samenvoeging. Is het niet het geval, dan wordt tot een aanwijzing overgegaan overeenkomstig, naargelang het geval, artikel 67, tweede lid, of artikel 70, tweede lid.

In het geval meerdere directeur-voorzitters aldus hun mandaat behouden, bepaalt het voorstel tot samenvoeging ook de nadere regels voor de uitoefening van deze mandaten, waarbij rekening moet worden gehouden met het feit dat het geheel van de prerogatieven van de directeur-voorzitters bedoeld bij de decreets- en reglementaire bepalingen niet gelijktijdig door meerdere mandatarissen kunnen worden uitgeoefend. Het voorstel tot samenvoeging kan, nochtans, bepalen dat deze mandatarissen deel mogen nemen aan de raad van bestuur, het beheersorgaan of het directiecollege. »

**Art. 3.** In Hoofdstuk III van Titel IV van hetzelfde decreet wordt een artikel 71ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 71ter. § 1. In geval van samenvoeging van Hogescholen, voleindigt de categoriedirecteur van een samengevoegde Hogeschool zijn mandaat in de Hogeschool voortkomend uit de samenvoeging wanneer geen enkel van de andere samengevoegde scholen deze categorie bevat.

Wanneer eenzelfde categorie in meerdere samengevoegde Hogescholen bestaat, kan in het voorstel tot samenvoeging, bedoeld bij artikel 62, § 1, bepaald worden dat één of meer directeurs van deze categorie hun mandaat zullen voleindigen binnen de Hogeschool voortkomend uit de samenvoeging. In het geval dat meerdere categoriedirecteurs aldus hun mandaat behouden, bepaalt het voorstel tot samenvoeging ook de nadere regels voor de uitoefening van deze mandaten, waarbij rekening moet worden gehouden met het feit dat het geheel van de prerogatieven van de categoriedirecteurs bedoeld bij de decreets- en reglementaire bepalingen niet gelijktijdig door meerdere mandatarissen kunnen worden uitgeoefend binnen dezelfde categorie. Het voorstel tot samenvoeging kan, nochtans, bepalen dat deze mandatarissen deel mogen nemen aan de raad van bestuur, het beheersorgaan of het directiecollege. Het kan ook, voor een maximale duur van vijf jaar, een afweging van de stemmen op het Directiecollege bepalen.

In afwijking van het tweede lid, wanneer binnen eenzelfde categorie van de Hogeschool voortkomend uit de samenvoeging, bepaald wordt ofwel dat het onderwijs verdeeld verstrekt wordt over twee vestigingen verwijderd van elkaar met meer dan vijf kilometer, ofwel dat twee onderwijsniveaus, een hoger onderwijs van het lange type en een hoger onderwijs van het korte type, ingericht worden op twee verschillende vestigingen, en wanneer, daarenboven, het voorstel tot samenvoeging bepaalt dat het onderwijs verstrekt op iedere vestiging, binnen de samengevoegde Hogeschool twee verscheidene departementen binnen dezelfde categorie zal uitmaken, kan voornoemd voorstel tot samenvoeging tevens bepalen dat twee directeurs die de leiding hebben, elk in één van de samengevoegde Hogescholen, van de betrokken categorie, de prerogatieven zullen uitoefenen van categoriedirecteur, elk voor één van beide departementen, in de Hogeschool voortkomend uit de samenvoeging, en dit tot het einde van hun lopende mandaat.

§ 2. In geval van overdracht van de categorie van de ene Hogeschool naar een andere Hogeschool, voleindigt de directeur van de overgedragen categorie zijn mandaat in de aannemende Hogeschool wanneer deze categorie in deze Hogeschool niet bestond voor de overdracht.

Wanneer dezelfde categorie als deze die overgedragen wordt in de Hogeschool voor de overdracht bestond, kan in het voorstel tot overdracht, bedoeld bij artikel 62, § 1, bepaald worden dat de directeur van de overgedragen categorie zijn mandaat zal voleindigen binnen de aannemende Hogeschool. In dat geval, indien een directeur een mandaat in deze categorie uitoefende binnen de aannemende Hogeschool op het ogenblik van de overdracht, bepaalt het voorstel tot overdracht ook de nadere regels voor de uitoefening van deze mandaten, waarbij rekening moet worden gehouden met het feit dat het geheel van de prerogatieven van de categoriedirecteurs bedoeld bij de decreets- en reglementaire bepalingen niet gelijktijdig door meerdere mandatarissen kunnen worden uitgeoefend binnen dezelfde categorie. Het voorstel tot overdracht kan, nochtans, bepalen dat deze mandatarissen deel mogen nemen aan de raad van bestuur, het beheersorgaan of het directiecollege.

In afwijking van het tweede lid, wanneer binnen de categorie van de aannemende Hogeschool die een overdracht genoot, bepaald wordt ofwel dat het onderwijs verdeeld verstrekt wordt over twee vestigingen verwijderd van elkaar met meer dan vijf kilometer, ofwel dat twee onderwijsniveaus, een hoger onderwijs van het lange type en een hoger onderwijs van het korte type, ingericht worden op twee verschillende vestigingen, en dat, daarenboven, het voorstel tot overdracht bepaalt dat het onderwijs verstrekt op iedere vestiging, binnen de aannemende Hogeschool twee verscheidene departementen binnen dezelfde categorie zal uitmaken, kan voornoemd voorstel tot overdracht tevens bepalen dat de twee directeurs die de leiding hebben, de ene in de afstaande Hogeschool en de andere in de aannemende Hogeschool, van de betrokken categorie, de prerogatieven zullen uitoefenen van de categoriedirecteurs, elk voor één van beide departementen, in de aannemende Hogeschool, en dit tot het einde van hun lopende mandaat. »

**Art. 4.** Artikel 100 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 30 juni 2006, wordt aangevuld als volgt :

« In geval van samenvoeging van Hogescholen of overdracht van de categorie van de ene Hogeschool naar de andere, behoudt de categoriedirecteur benoemd overeenkomstig het vorig lid zijn ambt, naargelang het geval, in de Hogeschool voortkomend uit de samenvoeging of in de aannemende Hogeschool. Artikel 71 is op hem echter van toepassing. Voor de toepassing van deze bepaling, wordt hij geacht een mandaat uit te oefenen. »

**Art. 5.** De personeelsleden bedoeld bij artikel 1bis, § 1, van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, die aan een samenvoeging deelnemen, worden in hun betrekking behouden in de Hogeschool voortkomend uit de samenvoeging, zonder wijziging van hun statutaire toestand als gevolg van de samenvoeging.

**Art. 6.** Artikel 15, 3°, van hetzelfde decreet, wordt opgeheven.

**Art. 7.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 1 dat met ingang van 1 september 2006 uitwerking heeft.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 mei 2007.

De Minister-Presidente,

belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,

Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,

M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,

C. EERDEKENS,

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mme C. FONCK

—————  
Nota's

(1) *Zitting 2006-2007 :*

*Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet, nr. 397-1. — Verslag, nr. 397-2.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 22 mei 2007.